

## ATELIER 2

# Mobiliser et renforcer les capacités des acteurs de son territoire en faveur de la transition écologique et de la résilience

### Contexte

L'enjeu de cet atelier de travail était d'illustrer l'importance de bien reconnaître et valoriser les ressources existantes de son territoire et de comment optimiser les ressources externes accessibles. Les participants -élus, agents, experts- ont été invités à illustrer leurs propos par des exemples et des témoignages.

### I Quels sont les besoins des territoires ?

#### a. Intégrer les enjeux de la résilience dans les politiques locales, les partager et les porter sur un temps long

Les collectivités locales ont du mal à intégrer les enjeux croisés de la transition énergétique et de la résilience dans l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PADD, PLU) puis à les traduire en plan d'actions dans les PCAET. Les freins identifiés sont le manque de vision systémique des élus et des agents, sous-tendu par un manque de formation, ainsi que la différence de temporalité entre temps du mandat et temps long du processus d'adaptation.

L'importance du portage politique et du partage des enjeux au sein des collectivités sont également soulignés, en s'appuyant sur les acteurs du territoire les plus fédérateurs.

#### b. Passer à l'acte avec des résultats à court terme

Face à la complexité des enjeux d'adaptation, les acteurs publics semblent avoir du mal à passer à l'acte, d'où l'importance de démarrer par des actions générant des gains à court terme qui donnent à voir.

#### c. Donner un récit de futur désirable

Pour être porté politiquement et partagé, le projet de territoire résilient doit être désirable et pas seulement « punitif ».

### II Comment valoriser les ressources existantes sur le territoire?

#### a. La formation des élus et des agents

Le constat d'un besoin de sensibilisation et formation est partagé par l'ensemble des participants. Il est particulièrement important pour les nouveaux élus en début de mandat. Cette formation doit être adaptée pour s'adresser à la fois aux sachants et aux non-sachants.

#### b. Le recrutement

Pour traiter de sujets de plus en plus complexes, les collectivités locales ont besoin de recruter des profils de compétence pointus techniquement (exemple donné: la rénovation énergétique des bâtiments). Or ces profils sont rares et le plus souvent attirés par les entreprises privées.

#### c. La transversalité au sein des organisations

L'adaptation au changement climatique reste trop souvent une affaire de spécialistes au sein des services des collectivités locales. La mise en mouvement des collectivités sous-tend une évolution de l'organisation desdites collectivités, aujourd'hui trop en silos, et qui devrait être repensée en fonction des enjeux auxquelles elles doivent désormais répondre.

Au sein des écosystèmes locaux, l'importance du travailler ensemble est aussi soulignée, mais avec des difficultés de communication qui persistent entre les différents acteurs parties prenantes.

#### **d. L'allocation de moyens**

Les moyens alloués par les intercommunalités restent insuffisants par rapport à l'urgence et à l'ampleur du sujet à traiter. Pour illustration, la demande sur les plateformes de marchés publics en termes d'accompagnement sur les sujets de résilience reste faible.

### **III Comment optimiser l'accès aux ressources externes?**

#### **a. Un foisonnement d'outils et de méthodes qui doit gagner en lisibilité**

Le constat partagé est celui d'un foisonnement d'outils, le plus souvent orientés pour répondre aux enjeux d'atténuation, mais en termes d'adaptation, l'offre est peu lisible et pas assez efficace pour répondre aux problématiques.

#### **b. L'accompagnement technique et d'ingénierie**

Le besoin est important, surtout pour les territoires ruraux qui ne disposent pas des compétences en interne. Et selon le témoignage apporté, il s'avère difficile d'identifier le bon partenaire pour un accompagnement technique et d'ingénierie sur des enjeux croisés d'atténuation et d'adaptation.

#### **c. Les aides financières**

Les besoins de financement portent à la fois sur les investissements et sur les postes d'animation, longtemps laissés pour compte. A l'heure actuelle, plusieurs programmes opérés par la Banque des Territoires soutiennent les dépenses de fonctionnement (sont cités les programmes Coeur de Ville et Petites Villes de demain)

Des difficultés sont néanmoins rapportées :

- le manque de visibilité des territoires sur la pérennité des financements sur la durée des projets (engagements pluriannuels attendus)
- des dispositifs de financement encore organisés par thématiques et guichets, qui répondent mal aux besoins de projets transversaux